

Unité Départementale de l'Hérault
Subdivision H2

Montpellier , le 5 juillet 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25 février 2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Communauté d'agglomération Béziers Méditerranée

ZAE de Mercorent
Route de Bédarieux
34500 BEZIERS

Références : UD34/H2/2022/079

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2022 dans l'établissement Communauté d'agglomération Béziers Méditerranée (CABM) implanté ZAE de Mercorent Route de Bédarieux 34500 BEZIERS. L'inspection a été annoncée le 11/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Communauté d'agglomération Béziers Méditerranée
- ZAE de Mercorent Route de Bédarieux 34500 BEZIERS
- Code AIOT dans GUN : 0006601565
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Par arrêté préfectoral d'autorisation du 22 octobre 1969, M. le Maire de Béziers est autorisé à exploiter sur la commune de Béziers, une usine de traitement des ordures ménagères.

Les thèmes principaux de visite retenus sont les suivants :

- Tunnels de fermentation
- Effluents aqueux
- Garanties financières

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Suites données au constat
Tunnels de fermentation	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 3	/	Lettre de suite

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Suites données au constat
Effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 22/12/2010, article 4.3.1	/	Lettre de suite
Garanties financières	Code de l'environnement du 01/03/2017, article R516-1	/	Lettre de suite

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Suites données au constat
Capacité de traitement	AP de Mise en Demeure du 04/12/2019, article 1	/	Sans objet
Rapport d'incident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R 512-69	/	Sans objet
Rapport électrique	Arrêté Préfectoral du 22/12/2010, article 7.3.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des écarts sont relevés par l'inspection qui peuvent être levés rapidement par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Tunnels de fermentation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, impact
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. Une installation de compostage comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une aire* (ou équipement dédié) de réception/tri/contrôle des matières entrantes ; - une aire* (ou équipement dédié) de stockage des matières entrantes, adaptée à la nature de celles-ci ; - une aire* (ou équipement dédié) de préparation, le cas échéant ; - une aire* (ou équipement dédié) de fermentation aérobie ; - une aire* (ou équipement dédié) de maturation ; - une aire (ou équipement dédié) d'affinage/criblage/formulation, le cas échéant ; - une aire de stockage des composts et déchets stabilisés avant expédition, le cas échéant. <p>A l'exception de celles qui sont abritées dans un bâtiment fermé, ces différentes aires sont situées à 8 mètres au moins des limites de propriété du site.</p> <p>L'arrêté préfectoral peut prévoir un nombre minimal d'aires inférieur dans le cas du compostage de déjections animales.</p> <p>2. L'installation n'est pas implantée dans le périmètre de protection rapproché d'un captage d'eau destinée à la consommation humaine.</p> <p>L'installation est implantée de manière à ce que les différentes aires et équipements mentionnés au 1 soient situés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à au moins 50 mètres des habitations occupées par des tiers, stades ou terrains de camping agréés ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers, établissements recevant du public, à l'exception de ceux en lien avec la collecte ou le traitement des déchets. Cette distance minimale est portée de 50 à 200 mètres pour les aires signalées avec un astérisque (*) au 1 du présent article lorsqu'elles ne sont pas fermées, avec traitement des effluents gazeux, et à 100 mètres pour lesdites aires d'installations compostant des effluents d'élevage connexes de l'établissement qui les a produits. La distance minimale de 200 mètres s'applique également aux installations, fermées ou non, qui traitent des déchets comportant des matières d'origine animale autres que les ordures ménagères résiduelles, la FFOM, les déchets d'aliments de la restauration, les déjections animales et les matières stercoraires ; - à au moins 35 mètres des puits et forages extérieurs au site, des sources, des aqueducs en écoulement libre, des rivages, des berges des cours d'eau, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux destinées à l'alimentation en eau potable, à des industries agroalimentaires, ou à l'arrosage des cultures maraîchères ou hydroponiques ; <p>Constats : Vu lors de la visite 3 tunnels de fermentation fonctionnant les portes ouvertes. L'inspection note la présence d'au moins 50 oiseaux dans les nouveaux tunnels.</p> <p>L'exploitant déclare à l'inspection avoir supprimer les effaroucheurs qu'il avait mis en place car cela ne faisait pas fuir les oiseaux et précise que le soir une seule porte des nouveaux tunnels de fermentation reste ouverte pour éviter d'emprisonner les oiseaux qui y sont présents.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de prendre toutes les dispositions pour maintenir les portes des tunnels de fermentation fermées sans emprisonner les oiseaux afin d'éviter tous risque de nuisances olfactives à l'extérieur du site. - de préciser si les analyses faites le 11/03/2021 par la société Environnement Air (rapport n° RT2021-411 du 22 avril 2021) pour connaître l'impact olfactif autour de l'installation ont été réalisées avec les tunnels portes ouvertes, si tel n'était pas le cas, il est demandé à l'exploitant de compléter son étude en réalisant une nouvelle campagne d'observations olfactives avec le fonctionnement actuel des tunnels de fermentation (portes ouvertes). - de justifier, dans un délai de trois mois, la conformité des installations de compostage aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 déjà cité en particulier sur les distances d'éloignement prescrites à l'article 3. <p>L'exploitant indique à l'inspection qu'un filet devrait être mis en place au 1er semestre 2022 pour éviter que des oiseaux pénètrent dans les nouveaux tunnels de fermentation et ainsi fermer les portes des tunnels en fonctionnement normal.</p> <p>Vu par sondage pour la période janvier - février 2022, le tableau de suivi du process de compostage tenu par l'exploitant qui montre une durée de traitement en aération forcée de plus de 30 jours sans identifier la phase de fermentation et de maturation.</p> <p>L'exploitant gagnerait à bien distinguer dans le tableau précité la phase de fermentation et la</p>

phase de maturation.

L'exploitant déclare à l'inspection ne pas réaliser pour le moment du compost normé à partir des ordures ménagères résiduelles.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2010, article 4.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Effluents aqueux

Prescription contrôlée :

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'effluents liquides issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les installations de stockage ou de traitement appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

Tout rejet d'effluent liquide non prévu par le présent arrêté ou non conforme à ses dispositions est interdit.

La dilution des effluents est interdite.

Constats : L'exploitant déclare à l'inspection que les eaux de pluies en contact avec les déchets du site de traitement sont toutes collectées et rejetées, après passage dans un décanteur/déshuileur, dans le bassin étanche (bassin de lixiviats) du site, exceptées les eaux de pluies en contact avec les déchets côté chaîne de tri. En effet, celles-ci sont collectées et rejetées dans le réseau d'eaux pluviales via un décanteur déshuileur.

L'exploitant n'a pas pu présenter à l'inspection la convention de rejets avec le gestionnaire du réseau.

Il est demandé à l'exploitant de :

- récupérer, dans un délai de trois mois, les eaux pluviales en contact avec les déchets (côté chaîne de tri) dans un bassin étanche en application de l'article 4.3.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2010-I-3665 du 22 décembre 2010 et de justifier la conformité du traitement avec les dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire précité.

- transmettre une copie de la convention de rejets avec le gestionnaire du réseau.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Capacité de traitement

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 04/12/2019, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Capacité de traitement
Prescription contrôlée : La Communauté d'agglomération Béziers Méditerranée exploitant d'une usine de traitement de déchets non dangereux sur la commune de Béziers est mise en demeure de respecter dans un délai de : [...] - un mois à compter de la date du présent arrêté, l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 août 1987 précité, en : [...] - traitant sur le site une quantité maximale d'ordures ménagères résiduelles et de déchets urbains assimilés de 200 tonnes par jour.
Constats : L'exploitant déclare à l'inspection que les déchets reçus sur le site sont traités en moins de 24h conformément à l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 août 1987. L'exploitant déclare avoir reçu sur le site de Valorbi en 2021, 68 168,06 tonnes dont 61 363,66 tonnes ont été traitées sur le site et 6 804,4 tonnes d'OMR brutes ont été transférées sur d'autres sites (Valohé et DRIMM). L'inspection constate que la bâche incendie a été installée, conformément au porter à connaissance du 30 mars 2020.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Rapport d'incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R 512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Incident
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.
Constats : Il est demandé à l'exploitant de transmettre au préfet, dans un délai de trois mois, un rapport d'incident suite au départ d'incendie du 10 septembre 2021 dans l'un des tunnels de fermentation conformément à l'article R 512-69 du code de l'environnement.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Rapport électrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2010, article 7.3.3
Thème(s) : Situation administrative, Rapport électrique
Prescription contrôlée : Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : Vu le rapport de vérification électrique n°D74540902101R001 du 17/11/2021 qui relève des observations que l'exploitant déclare avoir levé sans pouvoir le justifier. L'inspection indique que l'exploitant a intérêt à annoter (avec la référence de l'intervention) le rapport de vérification électrique dès qu'une observation/non conformité est levée.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Garanties financières

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/03/2017, article R516-1
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Prescription contrôlée : Les installations dont la mise en activité est subordonnée à l'existence de garanties financières et dont le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale sont : 1° Les installations de stockage des déchets, à l'exclusion des installations de stockage de déchets inertes ; 2° Les carrières ; 3° Les installations figurant sur la liste prévue à l'article L. 515-36 ; 4° Les sites de stockage géologique de dioxyde de carbone ; 5° Les installations soumises à autorisation au titre du 2° de l'article L. 181-1 et les installations soumises à autorisation simplifiée au titre de l'article L. 512-7, susceptibles, en raison de la nature et de la quantité des produits et déchets détenus, d'être à l'origine de pollutions importantes des sols ou des eaux. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe la liste de ces installations, et, le cas échéant, les seuils au-delà desquels ces installations sont soumises à cette obligation du fait de l'importance des risques de pollution ou d'accident qu'elles présentent. Sans préjudice des dispositions prévues aux articles L. 516-1, L. 516-2 et L. 512-18, l'obligation de constitution de garanties financières ne s'applique pas aux installations mentionnées au 5° lorsque le montant de ces garanties financières, établi en application de l'arrêté mentionné au 5° du IV de l'article R. 516-2, est inférieur à 100 000 €.
Constats : Au regard des modifications que l'exploitant a réalisées sur son installation de traitement des ordures ménagères « Valorbi », il est demandé à la CABM de transmettre, dans un délai de trois mois si possible, le montant des garanties financières auxquelles est soumise son installation conformément à l'article 516-1 du code de l'environnement avec tous les justificatifs. Les modalités de détermination du montant des garanties financières sont fixées par l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 que vous pouvez consulter à l'adresse électronique suivante : https://aida.ineris.fr/consultation_document/3423
Type de suites proposées : Susceptible de suites